

## FICHE AMENDEMENT

**Proposition d'amendement à l'Article : Article 28 (Partie I. Titre V)**

**Proposition d'amendement au protocole:**

**Déposée par Madame ou Monsieur : M. Muñoz Alonso**

**Qualité : Membre - Suppléant**

---

### **Article 28: Les actes d'exécution**

1. Les États membres prennent toutes les mesures de droit interne nécessaires pour la mise en œuvre des actes juridiquement obligatoires de l'Union.
  2. Lorsque des conditions uniformes de mise en œuvre des actes obligatoires de l'Union sont nécessaires, ces actes peuvent conférer à la Commission ou, le cas échéant et dans les cas prévus à l'article [PESC], au Conseil, des compétences d'exécution.
  3. Les actes d'exécution de l'Union peuvent être soumis à des modalités de contrôle qui répondent aux principes et règles adoptés préalablement par ~~[le Parlement européen et le Conseil conformément à la procédure législative]~~ le Conseil statuant à la majorité qualifiée, sur proposition de la Commission et après avis du Parlement européen.
  4. Les actes d'exécution de l'Union prennent la forme de règlements européens d'exécution ou de décisions européennes d'exécution.
- 

### **Explication:**

Une fois que nous avons établi la catégorie des actes délégués et dégagés ceux-ci du champ d'application de l'actuel art. 202 TCE, je ne vois pas très bien le besoin pour le Conseil (représentant les États membres) d'agir en codécision avec le Parlement européen pour fixer les modalités de contrôle dans un domaine (les actes d'exécution) qui est en principe réservé aux autorités des États membres et où l'intervention de la Commission n'est donc que subsidiaire.